

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 746

[2009/200789]

29 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), artikel 4, § 1, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 december 2008;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 2009;

Overwegende dat de verhoging van de economische werkloosheid het gevolg is van de economische en financiële crisis, namelijk bij werkgevers in de staalindustrie;

Overwegende dat de sociale partners, verontrust over de ontwikkeling van de situatie, met de Minister van Tewerkstelling en de Minister van Vorming een snel en gecoördineerd antwoord overeenkomen, gelet op de moeilijke context;

Overwegende dat, meer bepaald wat de bevoegdheden inzake vorming betreft, er overeengekomen is met spoed een opleidingsplan op te stellen voor de werknemers die economisch werkloos zijn, teneinde te voorkomen dat ze tijdens die periode hun kwalificatie- of inzetbaarheidniveau verliezen;

Gelet op het advies nr. 45.644/2 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 3, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, moeten de woorden : "aan de deeltijds werkloze die aanvullend werkloosheidsgeld krijgt" worden vervangen door de woorden "aan de deeltijds werkloze die aanvullend werkloosheidsgeld krijgt alsook aan de werknemers die economisch of technisch werkloos zijn".

Art. 3. In artikel 3, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "wegens economische werkloosheid" ingevoegd tussen de woorden : "wegens slechte weersomstandigheden" en de woorden : "die een beroepsopleiding volgt".

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2008.

Art. 5. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 747

[2009/200788]

29 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon accordant une réduction temporaire de 0,40 euro l'heure aux bénéficiaires de l'aide à la vie quotidienne fournie par les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées et octroyant une subvention compensatoire à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009, section 17, programme 04, allocations de base 33.65 et 43.65;

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mars 1983 portant la fixation de la contribution du bénéficiaire de l'aide fournie par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, tel que modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004, et plus particulièrement l'article 7bis, § 3;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 28 août 2008 chargeant le Ministre de l'Action sociale d'introduire une disposition complémentaire au projet d'arrêté portant exécution du décret du 6 décembre 2007 relatif à l'aide aux familles, mesure relative au pouvoir d'achat dans les services d'aide aux familles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 janvier 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées accordent les aides, en priorité, à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les moins favorisés sur le plan financier;

Considérant qu'il convient d'alléger la charge financière des bénéficiaires liée à l'octroi de l'aide, afin de leur permettre de faire face à l'augmentation du coût de la vie et à la baisse du pouvoir d'achat;

Considérant que les premières factures aux bénéficiaires visées par cet arrêté sont celles relatives aux prestations de janvier 2009, et que l'urgence est ainsi motivée;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Arrête :

Article 1^{er}. Les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées accordent aux bénéficiaires de leur activité d'aide à la vie quotidienne, une réduction de 0,40 EUR l'heure.

Une subvention compensatoire d'un montant égal aux réductions accordées est octroyée à chaque service agréé.

Cette subvention est imputée à charge des crédits budgétaires 2009 de la Région wallonne, division organique 17, allocations de base 33.65 et 43.65 du programme 04.

Art. 2. La réduction de 0,40 EUR l'heure s'applique sur le coût horaire final déterminé conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mars 1983 portant la fixation de la contribution du bénéficiaire de l'aide fournie par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées, tel que modifié et à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié. La réduction de 0,40 EUR s'applique aussi à la contribution horaire aménagée conformément à l'article 7 à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988.

Art. 3. L'activité d'aide à la vie quotidienne, telle que définie à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988, à prendre en considération est celle prestée par les aides familiales ou seniors du service agréé, quelles que soient les modalités de financement du travail de ces aides. Ainsi, outre l'activité d'aide à la vie quotidienne bénéficiant des subventions portées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988, celle prestée par les aides familiales ou seniors dont l'emploi est financé notamment dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, soit encore dans le cadre des dispositions relatives aux A.P.E., au plan Activa avec allocation de chômage activée (dénommée allocation de travail) et à l'article 60 de la loi organique sur les C.P.A.S., est à prendre en considération.

Art. 4. La subvention est liquidée au service agréé après introduction à la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé de la demande de subvention introduite conformément à l'article 13 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 à laquelle sont joints :

- une déclaration sur l'honneur attestant que tous les bénéficiaires de l'aide à la vie quotidienne ont bénéficié d'une réduction de 0,40 EUR l'heure pendant la période concernée;
- un état des activités des aides familiales ou seniors ne figurant pas sur la demande de subvention susmentionnée;
- une déclaration de créance d'un montant égal au produit des heures ayant bénéficié de la réduction par le forfait de 0,40 EUR.

Ces documents seront dûment complétés, datés et signés.

Art. 5. Le service agréé qui n'accorde pas la réduction à ses bénéficiaires perd le bénéfice des subventions portées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 pour la période où elle devait être accordée.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 7. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre chargé de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 747

[2009/200788]

29 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een tijdelijke vermindering van 0,40 euro per uur voor de rechthebbenden op de door de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp verstrekte hulpverlening in het dagelijkse leven en tot toekenning van een compenserende toelage voor deze diensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 18 december 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2009, afdeling 17, programma 04, basisallocaties 33.65 en 43.65;

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 maart 1983 houdende vaststelling van de gerechtigde van de hulp verleend door een erkende hulpdienst aan gezinnen en bejaarde personen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004, inzonderheid op artikel 7bis, § 3;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 waarbij de Minister van Sociale Actie wordt belast met de indiening van een aanvullende bepaling op het ontwerp van besluit tot uitvoering van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen, maatregel betreffende de koopkracht in de hulpdiensten voor gezinnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 januari 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp de hulp bij voorrang verlenen aan degenen die ze het meest nodig hebben en die het minst bevoordeeld zijn op financieel vlak;

Overwegende dat de financiële last van de begunstigden, verbonden aan de hulpverlening, moet worden verlicht om ze in staat te stellen het hoofd te bieden aan de stijging van de levensduurte en aan het koopkrachtverlies;

Overwegende dat de bij dit besluit bedoelde eerste facturen aan de rechthebbenden betrekking hebben op de prestaties van januari 2009, en de dringende noodzakelijkheid aldus gemotiveerd is;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Besluit :

Artikel 1. De erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp kennen de begunstigden van hun activiteit inzake hun hulpverlening in het dagelijkse leven een vermindering van 0,40 EUR per uur toe.

Een bijkomende toelage van een bedrag gelijk aan de toegekende verminderingen wordt verleend aan elke erkende dienst.

Deze toelage wordt toegerekend op de begrotingskredieten 2009 van het Waalse Gewest, organisatieafdeling 17, basisallocaties 33.65 en 43.65 van programma 04.

Art. 2. De vermindering van 0,40 EUR per uur is van toepassing op de uiteindelijke uurkostprijs bepaald overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 maart 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gerechtigde van de hulp verleend door een erkende hulpdienst aan gezinnen en bejaarde personen, zoals gewijzigd en overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd. De vermindering van 0,40 EUR is ook van toepassing op de uurbijdrage ingevoerd overeenkomstig artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988.

Art. 3. De in aanmerking te nemen activiteit inzake hulpverlening in het dagelijkse leven, zoals bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988, is de door de gezins- of seniorenhelpers van de erkende dienst verrichte activiteit, ongeacht de financieringsmodaliteiten van het werk van deze hulpverleners. Naast de activiteit inzake hulpverlening in het dagelijkse leven die in aanmerking komt voor de door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 toegekende toelagen, moet aldus rekening worden gehouden met de activiteit verricht door gezins- of seniorenhelpers wier betrekking in het kader van het programma voor beroepsovergang wordt gefinancierd of in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen toegepast krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, alsmede in het kader van de bepalingen betreffende de A.P.E., het plan Activa met een geactiveerde werkloosheidsuitkering (ook werkuitkering genoemd) en artikel 60 van de organieke wet betreffende de O.C.M.W.'s.

Art. 4. De toelage wordt aan de erkende dienst uitbetaald na indiening van de subsidieaanvraag bij het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid overeenkomstig artikel 13 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988, waarbij de volgende documenten worden gevoegd :

- een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat alle begunstigden van de hulpverlening in het dagelijkse leven een vermindering van 0,40 EUR per uur tijdens de betrokken periode hebben genoten;
- een staat van de activiteiten van de gezins- of seniorenhelpers die niet op bovenbedoelde subsidieaanvraag voorkomen;
- een schuldvorderingsverklaring van een bedrag gelijk aan het product van de uren die in aanmerking zijn gekomen voor de vermindering van 0,40 EUR.

Deze documenten moeten behoorlijk worden ingevuld, gedagtekend en ondertekend.

Art. 5. De erkende dienst die zijn rechthebbenden de vermindering niet toekent, verliest het voordeel van de door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december toegekende toelagen voor de periode tijdens dewelke zij moest worden toegekend.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 7. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 748

[2009/200790]

29 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Vu l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 30 septembre 2008;

Vu l'avis de la Commission consultative relative aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial, donné le 19 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.492/4, donné le 10 décembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient de fixer les dépenses éligibles en matière de frais de fonctionnement;

Considérant qu'il convient de distinguer les frais relevant de la participation financière de ceux relevant de la justification des frais de fonctionnement;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 43 de l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 43. Sont seules admissibles pour l'octroi des frais de fonctionnement prévus à l'article 42, les charges telles que stipulées à l'annexe 10."

Art. 3. L'annexe 7 "Méthode de calcul et dépenses éligibles pour la détermination de la tarification des services offerts" de l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 est remplacée par celle figurant en annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 4. A l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 est ajoutée une annexe 10 intitulée "Dépenses éligibles en matière de frais de fonctionnement", figurant en annexe II du présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT